



**Arrêté CAB/DS/BSI N°2020-882 du 30 octobre 2020 portant mesures de police pour faire face à l'épidémie de covid-19 applicables dans le département des Hauts-de-Seine**

**Le préfet des Hauts-de-Seine  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

**Vu** le code de la santé publique, notamment son article L. 3136-1 ;

**Vu** le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 211-1 à L. 211-4 ;

**Vu** le code des relations entre le public et l'administration, notamment son article L. 221-2 ;

**Vu** la loi n° 2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire notamment son article 1er ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret du 29 juillet 2020, portant nomination de M. Laurent HOTTIAUX en qualité de préfet des Hauts-de-Seine (hors classe) ;

**Vu** le décret n°2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire ;

**Vu** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

**Vu** l'avis du directeur de l'agence régionale de santé en date du 30 octobre 2020 publié le même jour et consultable sur le site : [www.ars.iledefrance.sante.fr](http://www.ars.iledefrance.sante.fr) ;

**Vu** l'urgence ;

**Considérant** que face à la dégradation rapide et alarmante de la situation sanitaire, l'état d'urgence sanitaire a été déclaré sur l'ensemble du territoire de la République par décret n°2020-1257 du 14 octobre 2020 susvisé à compter du 17 octobre 2020 à 0 heure ;

**Considérant** que, en raison de l'aggravation soudaine et brutale de la crise sanitaire, le Premier ministre a, par le décret du 29 octobre 2020 susvisé, édicté des mesures fortes pour faire face à l'épidémie, notamment l'interdiction, jusqu'au 1er décembre 2020, de tout déplacement de personne hors de son domicile à l'exception des déplacements répondant à huit motifs limitativement énumérés, dont les trajets entre le domicile et le ou les lieux d'exercice de l'activité professionnelle et déplacements professionnels insusceptibles d'être différés, ainsi que la fermeture de la plupart des établissements du public ;

**Considérant** que le virus affecte particulièrement le territoire de Paris et ceux des départements de la petite couronne ; que, s'agissant des Hauts-de-Seine, la hausse du taux d'incidence de 328 au 16 octobre 2020 à 497 au 25 octobre 2020 se poursuit ; que le taux de positivité de 19,3% au 25 octobre 2020 est désormais supérieur à la moyenne nationale qui est de 18,6 % à la même date ; que plus des trois quarts des lits de réanimation, 79,3%, au 25 octobre 2020 sont déjà occupés par des patients atteints de la COVID-19 ; que le nombre quotidien de nouveaux cas confirmés COVID dans le département des Hauts-de-Seine est passé de 901 le 14 octobre 2020 à 1 724 le 28 octobre 2020 ;

**Considérant** que, compte tenu de la gravité de la situation, qui expose directement la vie humaine, il appartient à l'autorité de police compétente de prendre, en vue de sauvegarder la santé de la population, toutes dispositions adaptées, nécessaires et proportionnées de nature à prévenir ou à limiter les effets de l'épidémie de covid-19 ;

**Considérant** que le II de l'article 1<sup>er</sup> du décret du 29 octobre susvisé permet au préfet de département de rendre obligatoire le port du masque lorsque les circonstances locales le justifient ;

**Considérant** que certains lieux, en raison de leur moindre densité ou fréquentation, peuvent être exclus de l'obligation du port du masque ; qu'ainsi, eu égard à leurs populations respectives, inférieures à 10 000 habitants, et à leur faible urbanisation, les communes de Vaucresson et de Marne la Coquette peuvent être exclues du périmètre au sein duquel le port du masque est imposé sur la voie publique, cette obligation étant limitée aux seules voies caractérisées par une fréquentation plus importante de la population (abords des écoles, marchés, etc.) ; que de même, peuvent être exclues du périmètre au sein duquel le port du masque est imposé, l'ensemble des forêts du département durant la semaine, dès lors que la fréquentation y est faible, le port du masque n'y étant nécessaire que les samedis, dimanches et jours fériés, eu égard à l'afflux important de promeneurs ;

**Considérant** que la violation des obligations édictées par le préfet dans ce cadre est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 4<sup>ème</sup> classe et, en cas de récidive dans les 15 jours, de celle prévue pour les contraventions de la 5<sup>ème</sup> classe ou, en cas de violation à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, de six mois d'emprisonnement et de 3750 euros d'amende ; que l'application de ces sanctions pénales ne fait pas obstacle à l'exécution d'office, par l'autorité administrative, des mesures prescrites par le préfet ;

Sur proposition du sous-préfet, directeur de cabinet,

## ARRETE

### Article 1er

Sans préjudice des obligations prescrites par le décret du 29 octobre 2020 susvisé en la matière et sous réserve des dispositions prévues aux articles 2 et 3 du présent arrêté, le port du masque est obligatoire dans le département des Hauts-de-Seine pour les personnes de onze ans et plus sur l'ensemble de la voie publique et dans tous les lieux ouverts au public,

### Article 2

L'article 1<sup>er</sup> ne s'applique pas :

- à la commune de Marne-la-Coquette à l'exception de :
  - la rue Yves Cariou au droit de l'école primaire Maurice Chevalier
  - l'allée Louvois assurant la desserte de l'école primaire La Marche ;
- à la commune de Vaucresson, à l'exception de :
  - l'avenue Jean Salmon Legagneur (du n°2 au n°14) ;
  - le square de la Montgolfière ;
  - la place Charles de Gaulle ;

- la rue Yves du Manoir au droit de l'école élémentaire privée Suger ;
- la rue Louis Barthou au droit de l'école élémentaire publique « Le Côteau » ;
- la rue de l'Eglise au droit des écoles maternelle et élémentaire publiques « Les Peupliers » ;
- le square du petit bois charmant à proximité de l'école maternelle publique « Les grandes fermes » ;
- l'allée du collège au droit du collège Yves du Manoir ;
- Boulevard de la République ;
- la Grande Rue ;
- la rue de la Folie (partie comprise entre la Grande Rue et l'avenue Jean Salmon-Legagneur) ;
- les marchés.

- aux forêts du département, hormis les samedis, dimanches et jours fériés.

### Article 3

L'article 1<sup>er</sup> ne s'applique pas :

- aux personnes circulant à vélo ;
- aux usagers de deux-roues motorisés, dès lors qu'ils portent un casque intégralement fermé ;
- aux personnes à l'intérieur des véhicules des particuliers et des professionnels ;
- aux personnes pratiquant une activité physique et sportive ;
- aux personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation ;
- aux personnes dont l'état de santé, dûment justifié par un certificat médical, contre-indique le port du masque.

### Article 4

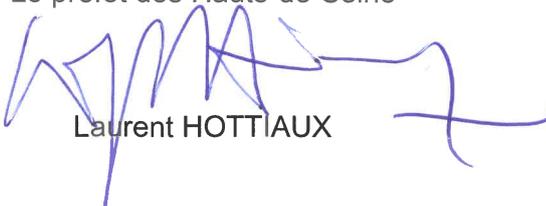
L'arrêté CAB/DS/BSI N°2020-869 du 17 octobre 2020 portant mesures de police pour faire face à l'épidémie de covid-19 applicables dans le département des Hauts-de-Seine est abrogé.

### Article 5

Le directeur de cabinet du préfet des Hauts-de-Seine, le directeur général de l'agence régionale de santé d'Ile-de-France, le directeur territorial de la sécurité de proximité des Hauts-de-Seine, le directeur de l'ordre public et de la circulation, le président du Conseil départemental des Hauts-de-Seine et les maires des Hauts-de-Seine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des Hauts-de-Seine et entrera en vigueur immédiatement.

Nanterre, le 30 octobre 2020

Le préfet des Hauts-de-Seine



Laurent HOTTIAUX